Zeitschrift: Cahiers d'histoire du mouvement ouvrier

Herausgeber: Association pour l'Étude de l'Histoire du Mouvement Ouvrier

Band: 21 (2005)

Artikel: Jeunesse Libre : un mouvement de jeunes ouvriers et employés dans la tourmente politique des années soixante

Autor: Rauber, André

DOI: https://doi.org/10.5169/seals-520336

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 12.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

JEUNESSE LIBRE
UN MOUVEMENT DE JEUNES OUVRIERS ET EMPLOYÉS DANS LA TOURMENTE POLITIQUE DES ANNÉES SOIXANTE

ANDRÉ RAUBER

Jeunesse Libre est une appellation qui a été utilisée pour la première fois en Suisse au début du XXe siècle, afin de désigner l'organisation de jeunes gens créée par le pasteur zurichois Paul Pflüger en 1901. Dès 1910, elle sera dirigée par le jeune ouvrier immigré allemand Willi Münzenberg et, après s'être de plus en plus politisée, elle se rebaptisera Organisation de la Jeunesse socialiste (Sozialistische Jugend Organisation) dès 1912. Elle allait jouer un rôle d'avant-garde du mouvement ouvrier zurichois et de Suisse alémanique, suscitant la radicalisation politique du Parti socialiste à la veille et pendant la Première Guerre mondiale. Partisane de l'adhésion à la IIIe Internationale (communiste) elle devint dès 1920 la Jeunesse communiste suisse.

Le nom de *Jeunesse Libre* réapparaîtra en 1944, après la réunion tenue à Engelberg par le Cartel des jeunesses ouvrières suisses, pour que puisse à nouveau agir légalement sous ce nom un mouvement de jeunes communistes et socialistes, qui avait été interdit en 1941 par le Conseil fédéral.

Tout naturellement, cette organisation deviendra le «volet jeune» du nouveau parti d'extrême gauche, qui s'était constitué à cette époque sous le nom de Parti du Travail-POP. Mais si cette nouvelle organisation de jeunesse se voulait proche du parti, elle ne lui était pas liée organiquement. Une telle indépendance organisationnelle avec un rattachement idéologique était d'ailleurs dans la ligne dite *jdanovienne*[1] du Mouvement communiste international de l'après-guerre, où, des démocraties populaires aux fronts patriotiques jusqu'à l'Union des jeunesses républicaines en France, toute référence aux termes communiste ou même socialiste était bannie, pour donner l'impression que de larges masses, au-delà des communistes, se groupaient aux côtés de l'URSS dans le camp de la paix face au camp impérialiste de la guerre, mené par les Etats-Unis d'Amérique. Le nom de *Jeunesse libre (Freie Jugend* en allemand) avait d'ailleurs

1. Du nom de Jdanov, l'un des principaux idéologues du Parti communiste soviétique de l'après-guerre.

également été pris pour la nouvelle organisation regroupant les jeunes communistes en Allemagne (à l'Est et à l'Ouest) et en Autriche.

Après une période d'essor, dans l'immédiat après-guerre, l'organisation recensait près de 10 000 membres et plusieurs dizaines de sections dans toute la Suisse. Mais elle s'étiola rapidement, d'une part en raison de la désaffection que connaissaient les organisations de jeunesse politiques, d'autre part du fait de la guerre froide et de l'ostracisme qui frappait le Parti du Travail et tous les mouvements qualifiés de « pro-communistes ». En 1956, après les événements de Hongrie et l'atmosphère de pogrom anticommuniste qui se développa alors (surtout en Suisse alémanique), la Jeunesse Libre se mit en veilleuse.

Au début des années soixante, des groupes de cette organisation refont péniblement surface à Bâle, Zurich et Genève, alors que dans le canton de Vaud les jeunes liés au POP prennent le nom de Jeunesse progressiste et que dans d'autres cantons se créent des Jeunesses du Parti du Travail ou du POP. Ces entités coordonnèrent parfois leurs activités sur le plan national par l'intermédiaire d'un secrétariat national de la Jeunesse Libre suisse ou sous l'égide du Parti suisse du Travail.

Grâce à l'évolution sociologique de la jeunesse dans le monde occidental[2], l'organisation regagne un certain intérêt dans ces années-là, recrute de nouveaux membres et joue un rôle actif dans la lutte contre l'armement atomique dont on voulait doter la Suisse[3], ainsi que dans les manifestations contre la guerre du Vietnam ou la dictature franquiste. Parallèlement Jeunesse Libre s'efforçait de développer une action d'éducation politique et de revendications pour les jeunes travailleurs, tout en participant également aux campagnes politiques du Parti du Travail-POP (collecte de signatures pour des initiatives et référendums, campagnes électorales, etc.), sans oublier les activités de loisir.

Ainsi on relève parmi les activités de la section de Genève de la Jeunesse Libre dans les années 1960 :

2. De nombreux jeunes du monde occidental (surtout ceux qui suivent un enseignement secondaire supérieur ou universitaire) prennent conscience, dans ces années -là, que leurs aspirations et les idéaux proclamés par la société occidentale sont en profonde contradiction avec la réalité et que les valeurs transmises par la famille et par l'école ne sont plus crédibles. Ils jugent inacceptable une société de bien-être hypocrite, qui ne sait ni vaincre la famine du tiers-monde, ni mettre fin à une guerre sanglante comme celle du Vietnam. D'où une révolte, qui les conduit à s'intéresser aux mouvements politiques de gauche, surtout à ceux qui affirment vouloir transformer complètement cette société.

3. Par la participation aux campagnes en faveur des initiatives voulant interdire ou entraver l'acquisition d'armes atomiques par la Suisse, en 1962 et 1963, et aux Marches de Pâques organisées en Suisse depuis 1963 pour réclamer l'abolition de ces armes dans le monde.

– Diverses soirées d'exposés sur des sujets d'intérêt de ces années-là : sur la guerre d'Algérie, le syndicalisme étudiant, le contrôle des naissances, la Suisse et l'intégration européenne, le conflit sino-soviétique, la surchauffe économique en Suisse, Cuba, etc. Sont également traités (parfois sous forme de cours en plusieurs séances) des sujets d'intérêt général : la situation politique nationale ou internationale, le communisme, l'art abstrait, l'antisémitisme, les origines de la religion, le cinéma, etc.

– Les mobilisations pour participer aux marches de Pâques contre l'armement atomique pendant toutes ces années ainsi que pour diverses manifestations contre la guerre du Vietnam (y compris une distribution de tracts devant l'enceinte où se célébrait la fête nationale américaine à Genève, qui faillit mal se terminer avec l'intervention de groupes de soutien pro-américains d'extrême droite).

– L'organisation de bals ou « Margottons », pour remplir la caisse de l'organisation, la sortie en groupe pour aller voir des spectacles (pièces de théâtre, films) ou la propre projection publique de films politiques ou éducatifs, grâce à l'appareil possédé par l'organisation, de même que plusieurs conférences publiques avec l'invitation d'orateurs étrangers, notamment celle de Vassili Vassilikos, l'auteur de *Z.* sur l'assassinat du député grec de gauche Lambrakis, dont sera tiré un film célèbre, ou celle d'André Ouzoulias, colonel de la Résistance française et chef des « bataillons de la jeunesse » des Francs-tireurs et partisans.

La Jeunesse Libre de Genève (JLG) de même que la Jeunesse progressiste vaudoise éditeront également des périodiques pendant ces années-là[4] et la JLG éditera même un programme pour le Premier Mai 1968, qui tentera de donner une analyse sur la jeunesse suisse, son statut, l'apprentissage, l'enseignement et l'armée.

Alors que la Jeunesse progressiste vaudoise, qui regroupait une majorité toujours plus grande de lycéens et collégiens parmi ses membres, multipliait, sous la houlette de Charles-André Udry, assemblées de discussion et cours de formation à orientation trotskiste et devenait le creuset d'où allait surgir la Ligue marxiste révolutionnaire ou Rupture pour le communisme, la Jeunesse Libre de Genève allait développer dès 1967 une initiative originale en faveur d'une quatrième semaine de vacances pour les apprentis (qui comme les adultes ne pouvaient bénéficier que de 3 semaines de vacances). Elle sera en effet l'initiatrice d'une pétition en ce sens qui sera lancée conjointement avec les Jeunesses

4. Le journal *Demain* pour la Jeunesse Libre genevoise (qui paraîtra en 1967 et 1968) et *L'Avant-garde* pour la Jeunesse progressiste vaudoise également dans ces années-là, mais qui, sauf erreur, deviendra ensuite l'organe des membres dissidents du PST-POP qui créèrent Rupture pour le communisme.

socialistes, démocrate-chrétiennes et syndicales. Une action qui fut sans nul doute à l'origine du projet de loi voté en 1971 par le Grand Conseil genevois, qui prolongeait la durée minimum des vacances payées à quatre semaines pour les apprentis de moins de 20 ans et les jeunes travailleurs de moins de 19 ans, alors qu'un accord avait déjà été signé en 1969 entre les syndicats et les associations patronales genevoises pour recommander l'octroi d'une quatrième semaine de vacances aux apprentis, quelques jours après le dépôt de la pétition qui avait recueilli 2000 signatures parmi les 4000 apprentis que comptait le canton de Genève. Cette collecte de signatures n'avait pas été une sinécure puisque la police était intervenue contre les militants qui les recueillaient devant les bâtiments des cours professionnels.

Sur la base de cet exemple, la Jeunesse progressiste vaudoise lancera également une pétition dans ce sens en 1969, alors que dans plusieurs autres cantons des députés de gauche (en particulier des représentants du PST-POP) déposaient des motions parlementaires visant le même objectif.

La Jeunesse Libre de Genève, même si elle se fit par la suite largement déborder par d'autres mouvements de jeunes, informels ou « gauchistes » , fut également parmi les initiateurs des manifestations organisées en mai 1968 contre les Journées militaires de Genève, qui donnèrent le coup d'envoi à d'autres manifestations dans le cadre plus général de la contestation juvénile, alors fortement influencée par les événements qui se déroulaient en France. L'initiative provocatrice des milieux militaristes avait en effet prévu un défilé de troupes de l'armée comme le centre-ville n'en n'avait encore jamais connu, de même que des « cours d'instruction » allant jusqu'à des exercices de tir pour de jeunes adolescents. Cela provoqua naturellement un tollé dans les milieux politiques de gauche ou progressistes et chez les enseignants, ainsi que des contre-manifestations de protestation. La première de ces manifestations eut lieu le 8 mai à la Salle du Faubourg, remplie à craquer, et était organisée par la Jeunesse Libre et la Jeunesse socialiste, ainsi que par deux autres groupements éphémères de jeunes. Quelques jours plus tard avait lieu le défilé que des contre-manifestants tentèrent de saboter en se heurtant à une forte réaction de la police. Par la suite, s'étant regroupés dans l'aula de l'université, nombre de jeunes décidèrent de créer un Mouvement du 17 mai, qui organisa encore une ou deux manifestations – étroitement surveillées par la police – avec des revendications hétéroclites, mais portant surtout sur les problèmes universitaires et de l'enseignement.

Cependant, à la même époque, apparaissent des tensions d'ordre politique et organisationnel, dont une partie étaient liées à la crise ouverte dès 1956 dans le mouvement communiste international après la révélation des graves méfaits du

stalinisme et au schisme soviéto-chinois, public depuis 1963, et d'autres découlaient de l'émergence d'un nouveau type d'adhérents au sein des mouvements d'extrême gauche[5].

Ces tensions se traduisirent par diverses scissions au sein du PST-POP, comme, par exemple la création d'une Jeune Section (Junge Sektion) dans le Parti du Travail zurichois. Développant une action propre et souvent différente de celle du Parti, elle n'a que peu ou pas de contact avec la Jeunesse Libre cantonale qui retombe en léthargie dès cette date (1964). Dans le canton de Vaud, comme nous l'avons déjà relevé, après l'adhésion d'éléments trotskistes dès 1965-66, la Jeunesse progressiste oriente son action surtout en direction des lycéens et étudiants, développant une pensée et une formation hostile aux dirigeants du PST-POP et de Jeunesse Libre, qu'elle considère comme des staliniens.

À Genève, où nombre d'étudiants adhérent également au Parti du Travail au milieu des années soixante, ces derniers se regroupent dans une section « étudiante » que le parti accepte de créer sur le statut d'une cellule d'entreprise, mais presque aucun de ces jeunes universitaires n'adhère à la Jeunesse Libre. Cependant le parti, soucieux de coordonner l'action des jeunes militants qui lui sont proches, décide de créer une Jeunesse du Parti du Travail, virtuelle. Ainsi, à travers des réunions entre membres de la Jeunesse Libre et du Groupe des étudiants du PdT, il s'agit de susciter des actions en direction des jeunes du canton en général. Le résultat n'est cependant guère fructueux en raison des divergences d'intérêts entre des jeunes déjà engagés dans la vie professionnelle et ceux qui sont encore en formation. Ces divergences se transforment vite en hostilité réciproque et se greffent des désaccords idéologiques entre ceux qui se considèrent mutuellement, les uns de « perroquets de la direction révisionniste » du Parti, les autres d'« intellos farfelus ».

L'hostilité s'aiguisera d'ailleurs à tel point que les deux groupes font des interventions auprès de la direction du Parti pour empêcher ou entraver certains projets du groupe adverse. Par exemple, lorsque la Jeunesse Libre voulut saboter la projection du film *Les bérets verts,* apologie de l'intervention américaine au Vietnam et que le Groupe des étudiants chercha à la faire condamner, jugeant l'action déplacée et contre-productive. Elle eut tout de même lieu mais ce fut un

5. Les lycéens ou universitaires qui se rapprochent et adhérent aux mouvements politiques d'extrême gauche dans ces années-là, venant en grande partie des classes moyennes voire aisées, ont évidemment d'autres préoccupations et exigences que celles des simples travailleurs venant dans de tels mouvements avant tout pour leur action de défense de leurs intérêts matériels ou par tradition familiale de gauche. D'où des divergences en matière de formation et d'actions, auxquelles s'ajoutent les désaccords idéologiques traversant le mouvement communiste.

demi-échec. Ces divergences étaient également le reflet de celles qui se développaient à cette époque au sein du Parti lui-même, d'abord du fait de quelques membres assez isolés défendant des positions maoïstes, puis d'une frange plus importante, qui se rangea peu ou prou aux analyses politiques (d'ailleurs diverses) faites dans le Groupe des étudiants.

Après l'explosion des contestations et des exclusions ou départs d'un grand nombre de jeunes membres dans la plupart des sections du Parti du Travail-POP entre 1969 et 1970, Jeunesse Libre poursuit une activité plus réduite à Genève et se met presque totalement en veilleuse dans les cantons de Bâle ou Zurich où l'organisation existait encore formellement, alors que la Jeunesse progressiste vaudoise décide de se saborder et que la quasi-totalité de ses membres vont poursuivre leurs activités politiques dans la Ligue marxiste révolutionnaire (de tendance trotskiste) ou à Rupture pour le communisme (de tendance maoïste). Dans d'autres cantons, comme le Tessin, où le PdT avait formé une Jeunesse du Parti du Travail, cette organisation disparaît également, faute de combattants, ses membres ayant décidé dans leur quasi totalité de quitter le parti.

Dans les années septante, Jeunesse Libre continuera à avoir une activité sporadique à Genève alors qu'elle disparaît totalement dans les autres cantons suisses. Une époque où allaient pourtant, peu à peu, naître dans plusieurs cantons (Zurich, Bâle) des organisations juvéniles liées au PST-POP avec de nouvelles forces plus jeunes, qui reprendront le nom significatif de Jeunesse communiste ; cette option sera également choisie en 1973 par la Jeunesse Libre de Genève, alors qu'à la même époque une organisation du POP-jeunes se formera dans le canton de Vaud ainsi que dans le canton de Neuchâtel. Ces mouvements se fédéreront lors d'un congrès qui se tient à la Maison du Peuple de Zurich en 1974 sous le nom de Jeunesse communiste suisse. L'organisation ne subsistera cependant que quelques années, en laissant place après des périodes de léthargie à de nouveaux mouvements et appellations, selon un système de quasi mouvement perpétuel caractérisant ce type de formations politiques juvéniles[6].

ANDRÉ RAUBER[7]

6. Le dernier avatar dans ce domaine, en ce qui concerne les jeunes liés au Parti du Travail-POP, est la création dans le canton de Vaud d'un groupe se nommant Génération POP alors qu'actuellement il n'existe pratiquement plus, à ma connaissance, de mouvements de jeunesses liés à ce parti dans d'autres cantons.

7. L'auteur de cet article a été président de la Jeunesse Libre genevoise dans les années 1960 et membre du secrétariat national de la Jeunesse Libre suisse.